

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Procédure formalisée en application des articles L.2124-1, R.2124-1 et R.2124-2
du Code de la Commande Publique



MARCHE N° 2025-08

Marché de séances de sensibilisation à l'hygiène bucco-dentaire accompagnées d'un dépistage bucco-dentaire individuel auprès des enfants scolarisés en grande section de maternelle.

Cahier des Clauses Administratives Particulières

L'Acheteur

CPAM LILLE DOUAI

2 rue d'Iena

59000 LILLE

SOMMAIRE

1.	Dispositions générales.....	4
1.1	Objet du marché	4
1.2	Décomposition en lots	4
1.3	Parties contractantes	4
1.4	Notification et début d'exécution du marché	4
1.5	Durée.....	4
1.6	Lieu d'exécution.....	5
2.	Cadre réglementaire.....	5
2.1	Cadre réglementaire	5
2.2	Documents contractuels particuliers.....	5
3.	Conditions d'établissement des bons de commande	5
3.1	Emission des bons de commande.....	5
3.2	Modification des bons de commande	6
3.3	Arrêt et suspension de l'exécution des prestations d'une commande	6
4.	Prix de l'Accord-cadre.....	6
4.1	Généralités sur les prix.....	6
4.2	Forme du prix.....	7
4.3	Budget alloué aux campagnes de prévention.....	7
5.	Validation des prestations	7
6.	Conditions financières	8
6.1	Modalités de financement.....	8
6.2	Modalités de règlement.....	8
6.3	Délai global de paiement	8
6.4	Intérêts moratoires	8
7.	Clause de réexamen	9
8.	Sous-traitance de l'accord-cadre.....	9
9.	Pénalités	10
9.1	Pénalités de retard.....	10
9.2	Pénalités en cas de non-respect du nombre d'enfants visés par les campagnes de sensibilisation et de sensibilisation et dépistage	10
9.3	Pénalités pour défaut de communication des pièces en cas de sous-traitance.....	11
9.4	Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité.....	11
9.5	Cumul et plafonnement des pénalités.....	11

10.	Résiliation du marché	11
10.1	Résiliation pour motif d'intérêt général	11
10.2	Résiliation pour faute du Titulaire	11
10.3	Conséquences de la résiliation de l'accord-cadre.....	12
11.	Documents à produire	12
12.	Obligations de confidentialité.....	13
13.	Obligations de discrétion	13
14.	Protection des données personnelles	14
14.1	Description des traitements effectués par le sous-traitant.....	14
14.2	Engagement des Parties.....	15
14.3	Mesures de sécurité.....	15
14.4	Analyse de la conformité et documentation	15
14.5	Incident de sécurité et suspicion de violation de données à caractère personnel	16
14.6	Exercice des droits des personnes	16
14.7	Sort des données	16
14.8	Le recours à la sous-traitance du Titulaire.....	16
15.	Protection de l'environnement et empreinte sociétale	17
16.	Responsabilité et assurance.....	17
16.1	Réparation des dommages	17
16.2	Assurance.....	17
17.	OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DU TITULAIRE	18
18.	Personnel du Titulaire	19
19.	Différends et litiges	19
20.	Dérogation au CCAG	19

1. Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la mise en œuvre du programme national de prévention bucco-dentaire en milieu scolaire : actions d'éducation à l'hygiène bucco-dentaire et d'accompagnement personnalisé dans les classes de grande section de maternelle dépendant du secteur de la CPAM de Lille Douai en zones en situation de précarité et/ou sur des communes où le recours aux soins dentaires est faible.

L'exécution du présent marché est subordonnée à l'obtention d'une dotation financière spécifique annuelle auprès de la CNAM (Caisse Nationale de l'Assurance Maladie).

1.2 Décomposition en lots

La présente consultation est allotie de façon suivante :

- Lot 1 : Séance de sensibilisation à l'hygiène bucco-dentaire
- Lot 2 : Séance de sensibilisation à l'hygiène bucco-dentaire accompagnée d'un dépistage bucco-dentaire individuel

Le soumissionnaire pourra postuler pour un ou plusieurs lots.

Pour information, à ce jour, les prestations de prévention bucco-dentaire de la CPAM de Lille Douai sont exclusivement axées sur le lot 2.

1.3 Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

D'une part la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Lille Douai, représentée par sa Directrice et désignée, dans le présent marché, par l'expression « l'Acheteur ».

D'autre part, la société Titulaire du marché désignée dans le présent marché par l'expression « le Titulaire ».

La personne habilitée à signer le marché est :

- **La Directrice de la CPAM de Lille Douai**, ou ses délégataires.

La personne habilitée à recevoir les documents du marché est :

- **Le Service Marchés de CPAM de Lille Douai**, ou ses délégataires.

Le comptable assignataire est :

- **Le Directeur Comptable et Financier de CPAM de Lille Douai**, ou ses délégataires.

1.4 Notification et début d'exécution du marché

L'Acheteur notifie l'attribution du marché via la plateforme sécurisée de l'état « PLACE ».

Le Titulaire reçoit, de la plateforme, un courriel l'avertissant qu'un message a été envoyé de l'Acheteur.

Afin d'accuser réception, le Titulaire doit cliquer sur le lien reçu.

La date de notification du marché correspond à la date de l'accusé réception de la notification transmise par la plateforme de l'Acheteur.

Le début d'exécution des prestations est fixé au **1er septembre 2025** sauf si le marché est notifié après cette date auquel cas la date prise en compte sera la date de notification du marché.

1.5 Durée

La date prévisionnelle de début des prestations est prévue à la date de notification jusqu'au 31 août 2026, assujettie à trois périodes de reconduction tacite d'un an, soit une durée maximale de 4 années. (48 mois)

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique, le Titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction.

L'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions prévues par le présent CCAP. Celui-ci est résilié après un préavis de trois (3) mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

1.6 Lieu d'exécution

Les prestations se déroulent dans les écoles maternelles situées en zone défavorisée dans la circonscription de la CPAM de Lille Douai sur des communes où le recours aux soins dentaires est faible. La liste des écoles ciblées par la CPAM de Lille Douai est communiquée chaque année au titulaire.

2. Cadre réglementaire

2.1 Cadre réglementaire

- L'article L 124-4 du code de la Sécurité Sociale,
- Le code de la commande publique,
- Le code du travail,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général.

2.2 Documents contractuels particuliers

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

Pièce n°1 : l'(les) Acte(s) d'Engagement;

Pièce n°2 : le Cahier des Clauses Administratives Particulières, (CCAP) ;

Pièce n°3 : le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;

Pièce n°4 : le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG - FCS). Arrêté du 30 mars 2021 ;

Pièce n°5 : le Mémoire technique, dûment complété établi selon le cadre technique fourni par l'Acheteur ;

Pièce n°6 : les bons de commande ;

Pièce n°7 : les déclarations de sous-traitance et avenants éventuels, postérieurs à la notification du marché ;

Les dispositions figurant dans les pièces contractuelles listées ci-dessus prévalent sur l'ensemble des documents transmis par le Titulaire à l'appui du marché ou de sa facturation (conditions générales du Titulaire). Toute clause contraire aux dispositions des pièces contractuelles listées ci-dessus est réputée non écrite.

Les exemplaires conservés par l'Acheteur font seuls foi en cas de litiges.

3. Conditions d'établissement des bons de commande

3.1 Emission des bons de commande

Les bons de commande sont établis par la CPAM de Lille Douai et signés par toute personne habilitée.

Le bon de commande est notifié au Titulaire par mail avant tout commencement d'exécution des prestations.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations à l'Acheteur.

Un bon de commande mentionne :

- Une date et un numéro ;
- Les références de l'accord-cadre ;
- Nom et adresse du Titulaire ;
- La désignation exacte de la prestation ;
- Le nombre d'enfants concernés par la prestation,
- Le(s) lieu(x) de livraison ;
- Les délais de livraison ;
- Le prix total du bon de commande (la nature du marché ne permet pas l'application de la TVA) ;
- L'adresse de facturation.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande, par **dérogation à l'article 3.7.2**

du CCAG-FCS, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception de celui-ci, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non faits l'objet d'observations de sa part. Sauf cas de force majeure, en cas de refus d'exécution d'un bon de commande, le présent accord-cadre peut être résilié aux torts exclusifs du Titulaire.

Toutefois, outre les stipulations de l'article 13.3 du CCAG-FCS, un délai supplémentaire peut être accordé sur demande écrite et motivée du Titulaire, après accord exprès de l'Acheteur. Ce délai supplémentaire est notifié au Titulaire par mail.

Passé ce délai, il est fait application des pénalités prévues à l'article 9.1 du présent CCAP.

3.2 Modification des bons de commande

La CPAM de Lille Douai se réserve le droit de modifier un bon de commande dont les prestations sont en cours de réalisation. Dans cette hypothèse, les prestations commandées sont suspendues, et la CPAM de Lille Douai adresse un bon de commande rectificatif au Titulaire, qui doit formellement notifier son acceptation de la modification. Le(s) délai(s) de réalisation de(s) la(es) prestation(s) modifiée(s) est (sont) précisé(s) dans le bon de commande rectificatif.

3.3 Arrêt et suspension de l'exécution des prestations d'une commande

- Arrêt de l'exécution des prestations d'une commande

La CPAM de Lille Douai peut mettre fin à un bon de commande en cours et arrêter ainsi l'exécution des prestations commandées. Cette décision est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception sans que cette décision ne nécessite de justification. Sous réserve de respecter un préavis de 10 jours ouvrés, l'arrêt des prestations doit être notifié au Titulaire par mail.

En cas d'arrêt en cours d'exécution, les parties déterminent conjointement, en fonction du taux d'avancement des prestations commandées, les sommes dues au Titulaire. Cette décision ne donne lieu à aucune indemnité supplémentaire.

L'application de cet article n'entraîne pas la résiliation de l'accord-cadre, par **dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS**.

- Suspension de l'exécution des prestations d'une commande

Pour chaque commande, la suspension de l'exécution d'une commande peut être décidée par la CPAM de Lille Douai, pour une durée maximale de trois mois.

A cette occasion, la CPAM de Lille Douai, prend à sa charge les frais de prestations que le Titulaire a pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande dans la mesure où la suspension est supérieure à une durée de 10 jours ouvrés. Le Titulaire doit produire sur simple demande de la CPAM de Lille Douai, les justificatifs des frais engagés au titre du commencement de l'exécution dudit bon de commande.

En cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement des fournitures prévues dans les séances de dépistages rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, la CPAM de Lille Douai pourra décider de prolonger le délai d'exécution et donc de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées.

Le Titulaire doit en faire la demande écrite et présenter les justifications nécessaires suivant les modalités décrites supra. Cette décision ne donne lieu à aucune indemnité.

4. Prix de l'Accord-cadre

4.1 Généralités sur les prix

Les prestations sont réglées par application des prix indiqués dans les actes d'engagement.

Les prix unitaires sont fixés par type de prestations et par enfant comme suit :

- **Lot 1 : Séance de sensibilisation à l'hygiène bucco-dentaire :**

Le prix de la prestation comprend la réalisation de la séance de sensibilisation d'une durée maximale d'une heure environ, les supports pédagogiques, la fourniture de brosses à dents adaptées à l'âge de la cible (5/6 ans) avec le marquage « M'T Dents tous les ans » ainsi que tous les frais annexes du titulaire.

Le prix de la prestation ne doit pas dépasser 14 € TTC par enfant : Il est précisé que les coûts de l'opération sont fixés par l'Assurance Maladie et qu'il n'est pas possible de proposer un prix supérieur, conformément aux cahiers des charges de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie.

- **Lot 2 : Séance de sensibilisation à l'hygiène bucco-dentaire accompagnée d'un dépistage bucco-dentaire individuel :**

Le prix de la prestation comprend la réalisation de la séance de sensibilisation d'une durée maximale d'une heure environ, les supports pédagogiques, la fourniture de brosses à dents adaptées à l'âge de la cible (5/6 ans) avec le marquage « M'T Dents tous les ans », le dépistage bucco-dentaire suivi de l'entretien motivationnel ainsi que tous les frais annexes du titulaire.

Le prix de la prestation ne doit pas dépasser 25 € TTC par enfant : il est précisé que les coûts de l'opération sont fixés par l'Assurance Maladie et qu'il n'est pas possible de proposer un prix supérieur, conformément aux cahiers des charges de la Caisse Nationale de l'Assurance

L'ensemble des frais du Titulaire est inclus dans les prix indiqués en annexe financière de l'acte d'engagement. Les prix comprennent les dépenses de toute nature inhérentes à l'exécution de l'accord-cadre, dont notamment les frais d'hébergement, de déplacement, de logistique. Le Titulaire n'est fondé à réclamer aucun supplément de prix du fait d'une erreur d'évaluation de sa part sur la charge de travail ou les moyens de nature nécessaires à l'exécution des prestations.

A noter seul des frais de déplacement peuvent être demandés pour les intervenants amenés à sensibiliser et le cas échéant dépister les enfants de grandes sections de maternelle dans les écoles situées en zones très sous dotées. Le zonage réalisé par les ARS est consultable via le lien suivant :

https://cartosante.atlasante.fr/validation/#c=indicator&i=zonage_conv.z

Les modalités de prise en charge de ces frais sont précisées à l'article 2.4 du CCTP.

4.2 Forme du prix

Les prix sont réputés fermes pendant toute la durée de l'accord-cadre. Ils comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais annexes du titulaire.

Les prix plafonds sont définis de manière unilatérale par la CNAM (Caisse Nationale de l'Assurance Maladie).

Les prix pourront être réévalués en cas de modification des prix plafonds définis par la CNAM et seront donc indexés à ce prix plafond.

4.3 Budget alloué aux campagnes de prévention

Le budget alloué à chaque campagne de prévention est transmis au titulaire en mai de chaque année. Il lui est également communiqué le nombre d'enfants à sensibiliser ainsi que le nombre d'enfants concernés par les campagnes de sensibilisation et de dépistage.

Si les budgets venaient à ne plus être alloués par la CNAM pour la campagne de prévention bucco-dentaire, le présent marché ne serait pas reconduit.

5. Validation des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG FCS.

Il est fait application de l'article 30.1 à 30.4 du CCAG-FCS pour les opérations d'admission, d'ajournement, de réfaction et de rejet.

6. Conditions financières

6.1 Modalités de financement

A la demande du Titulaire, une avance de 30% du budget annuel, peut être versée dans un délai de 1 (un) mois suivant la date de notification du marché (sous réserve de la réception des fonds FNPEIS de la caisse nationale).

Cette avance n'est due que sur la part du marché qui n'a pas été sous-traitée.

Le montant de l'avance est déduit au fur et à mesure des factures.

6.2 Modalités de règlement

Les prestations, objet du présent marché, sont réglées par application du prix unitaire, indiqué par le Titulaire sur l'(les) Actes d'Engagement et en fonction du nombre d'enfants réellement sensibilisés et dépistés.

En application des dispositions des articles L2192-1 et suivants, D.2192-1 et suivants, R.2192-3 et suivants du code de la commande publique, le titulaire, transmet ses factures sous forme électronique.

La facture portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom, l'adresse et la raison sociale du créancier ;
- l'intitulé et le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans son Acte d'Engagement ;
- le numéro, l'intitulé et la date du marché ainsi que chaque avenant éventuel ;
- la désignation de la prestation réalisée ;
- la date et le lieu d'intervention ;
- le nombre d'enfants sensibilisés ;
- le nombre d'enfants sensibilisés et dépistés ;
- le montant total.

Chaque facture est transmise à l'Acheteur via la plateforme CHORUS Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Afin de rattacher et transmettre la facture au compte de l'Acheteur, le Titulaire doit inscrire les données suivantes : SIRET de la CPAM : 51758342300010.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter:

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

6.3 Délai global de paiement

En application de l'article R.2192.10 du code de la commande publique, le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Conformément aux articles R.2192-27 à R.2192-29 du code de la commande publique, le délai global de paiement, est suspendu par l'Acheteur s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes. Cette suspension n'intervient qu'après communication au Titulaire par mail ou par courrier des raisons pour lesquelles l'Acheteur s'oppose au paiement.

A compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement de trente jours (30), est ouvert.

6.4 Intérêts moratoires

Le dépassement du délai global de paiement, fixé à 30 jours, ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le Titulaire ou le sous-traitant de 1er rang, le bénéfice d'intérêts moratoires.

Conformément à l'article R.2192-32 du code de la commande publique, ces intérêts courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement incluse.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux marginal de la BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

A ce calcul, il s'ajoute une indemnité forfaitaire de 40,00 € Ttc pour les frais de recouvrement.

7. Clause de réexamen

Par **dérogation à l'article 24 du CCAG-FCS**, lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur (Exemple : crise COVID), le Titulaire en avise sans délai l'Acheteur et la suspension de tout ou partie des prestations peut alors être prononcée par l'Acheteur.

A l'issue de la suspension, le Titulaire est tenu de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par l'accord-cadre.

Par ailleurs, conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir ni dans sa nature ni dans son ampleur et qui, sans rendre impossible l'exécution de l'accord-cadre, modifient de manière significatives les conditions de son exécution, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le Titulaire avise par écrit l'Acheteur. Les modalités de prise en charge sont définies d'un commun accord entre les parties par la signature d'un avenant.

8. Sous-traitance de l'accord-cadre

Le Titulaire pourra sous-traiter l'exécution de certaines prestations (hors fournitures), objet du présent accord-cadre, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'Acheteur et de l'agrément par lui des conditions de paiements conformément aux articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses sous-traitants l'ensemble des clauses du présent accord-cadre.

La demande intervient soit à la remise de l'offre, soit après notification du marché.

Dans les deux cas, il remet à l'Acheteur une déclaration de sous-traitance - DC4 disponible sur le site indiqué ci-dessous : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le Titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis de la CPAM de Lille Douai des prestations sous-traitées.

En tout état de cause, le Titulaire précisera le domaine d'intervention pour lequel il aura recours à la sous-traitance ainsi que la quantité et la nature des prestations mais le Titulaire assurera la maîtrise d'œuvre et la responsabilité de l'ensemble du service.

Le Titulaire qui désire sous-traiter une partie des prestations devra obligatoirement avoir vérifié que le sous-traitant, qu'il propose, est en règle au regard de ses obligations sociales et fiscales telles que définies à l'**Acte d'Engagement**, et qu'il met en œuvre les relances nécessaires pour obtenir de ses sous-traitants les documents prouvant leur régularité.

Il devra avoir présenté tous les éléments ci-dessus à l'Acheteur en même temps que la demande d'acceptation et d'agrément de la sous-traitance ainsi que des éléments permettant à l'Acheteur de juger de la qualité professionnelle, des conditions d'assurance du sous-traitant ainsi proposé (en pratique, joindre la copie de l'assurance R.C. du sous-traitant, la qualification et/ou les références travaux).

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite. Le recours à la sous-traitance est interdit pour ce qui relève de la fourniture.

Sanctions contractuelles :

En cas de maintien par le Titulaire du marché d'un sous-traitant non accepté, le marché principal pourra être résilié par LRAR par l'Acheteur, avec effet immédiat.

Cette résiliation sera assortie d'une indemnité couvrant les préjudices subis par l'Acheteur, indemnité comprenant :

- les pertes directes liées à la non-exécution des prestations dans l'attente de trouver un prestataire de substitution,
- tout frais indirect consécutif et d'une manière générale tous frais induits par cette résiliation au tort exclusif du Titulaire.

9. Pénalités

Il est **dérogé à l'article 14 du CCAG FCS** pour le calcul des pénalités.

En cas de non-respect de ses engagements et/ou de mauvaise couverture des besoins et attentes de la CPAM de Lille Douai, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon les stipulations du présent article.

Les pénalités dont le Titulaire pourrait être redevable sont réglées par compensation au moyen de retenues sur les paiements à lui faire. Les pénalités sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de sanctionner un manquement dans l'exécution des prestations de l'accord-cadre. Elles ne constituent pas la contrepartie de la réalisation d'une prestation et ne sont ainsi pas concernées par la TVA au sens des articles 256 et suivants du code général des impôts.

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent CCAP ont uniquement un caractère moratoire. Le Titulaire reste donc redevable de la prestation et ne peut se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

9.1 Pénalités de retard

En cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

Avec : P= montant de la pénalité (HT),

V= valeur totale de la prestation commandée soit le montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R= nombre de jours ouvrables de retard. Il s'agit du nombre de jours écoulés entre le dernier jour de la période de réalisation de la prestation prévue sur le bon de commande et le jour réel de la réalisation de la prestation, bornes incluses.

9.2 Pénalités en cas de non-respect du nombre de classes visées par les campagnes de sensibilisation et de sensibilisation et dépistage

Le Titulaire du marché peut encourir, sur décision de l'Acheteur et sans mise en demeure préalable, des pénalités. Après que le Titulaire en ait été informé par écrit, le montant des pénalités applicables, est déduit lors du règlement de la facturation à venir.

- si le quota du nombre de classes à sensibiliser et dépister n'est pas atteint **200.00 € Ttc** par classe
- si le quota du nombre de classes à sensibiliser n'est pas atteint **150.00€ Ttc** par classe

9.3 Pénalités pour défaut de communication des pièces en cas de sous-traitance

Conformément à l'article 3.6.3 du CCAG FCS, le Titulaire du accord-cadre est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à l'Acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande.

A défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'Acheteur, le Titulaire encourt une pénalité égale à 1/3000 du montant de l'accord-cadre ou de la tranche concernée, éventuellement modifié par avenant, ou, à défaut, du montant du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

9.4 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées dans le CCAP et à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : il est fait application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté HT de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : il est fait application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté HT de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur.

9.5 Cumul et plafonnement des pénalités

Les pénalités ci avant définies sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS :

Le montant global des pénalités ne pourra excéder 50% du montant total du bon de commande.

Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités quel qu'en soit le montant.

Lorsque le retard est tel que le cumul des pénalités pour un bon de commande aurait pour résultat de dépasser le seuil de 4 000 € HT, la CPAM de Lille Douai peut résilier le bon de commande.

10. Résiliation du marché

La résiliation est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, la date portée sur l'accusé de réception faisant foi.

La résiliation de l'accord-cadre n'entraîne pas la résiliation des droits acquis par la CPAM de Lille Douai au titre des prestations exécutées par le Titulaire.

Il est fait application du chapitre 7 du CCAG-FCS.

10.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

La CPAM de Lille Douai se réserve le droit de résilier pour motif d'intérêt général, le présent accord-cadre à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de deux mois. En **dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS**, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas le droit à indemnisation du titulaire par la CPAM de Lille Douai.

10.2 Résiliation pour faute du Titulaire

Après signature de l'accord-cadre, la CPAM de Lille Douai peut résilier celui-ci aux torts du Titulaire dans les cas suivants :

- Postérieurement à la signature de l'accord-cadre, les renseignements et documents produits par le Titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution de l'accord-cadre s'avèrent inexacts ;
- Le Titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;

- Le Titulaire n'a pas produit les attestations d'assurance exigées ;
- Postérieurement à la signature de l'accord-cadre, le Titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- Le Titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- Le Titulaire refuse l'exécution d'un bon de commande ;
- Le Titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il n'a pas respecté les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 du CCAG-FCS ;
- Le Titulaire déclare, indépendamment des cas de décès ou d'incapacité civile, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le Titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées au titre de son devoir d'information si ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution de l'accord-cadre ;
- Le Titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre à des actes frauduleux ;
- Le Titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité et à la sécurité ;
- En application des cas répertoriés dans l'acte d'engagement et dans le présent CCAP.

10.3 Conséquences de la résiliation de l'accord-cadre

La résiliation de l'accord-cadre ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire à raison de ses fautes.

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, la CPAM de Lille Douai peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

11. Documents à produire

Pour répondre à son obligation de vigilance, l'Acheteur a mis en place un partenariat avec la société e-attestations Ainsi le Titulaire est invité à déposer leur attestation semestriellement sur cette plateforme. L'inscription pour la société est gratuite.

Le Titulaire fournit :

1. Tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à son terme, le document ci-après mentionné, conformément à l'article D.8222-5 du code du travail :

- une attestation de déclarations sociales datant de moins de 6 mois,

2. Tous les ans à compter de la notification du marché jusqu'à son terme, les documents ci-après mentionnés, conformément aux articles D.8254-2 et L.8221-1 du code du travail :

- une attestation de ses obligations fiscales,
- une déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé,
- la liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail,
- une attestation d'assurance.

A défaut, l'Acheteur a la possibilité, après mise en demeure de résilier le marché. Cette obligation s'impose également au(x) sous-traitant(s).

12. Obligations de confidentialité

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui sont communiquées par l'autre Partie dans le cadre de l'exécution du présent marché. Les Parties entendent préciser que sont considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du marché.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du marché,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du marché et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties est déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du marché,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie.

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent marché et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

13. Obligations de discrétion

Dans le cadre des dispositions prises par l'Acheteur, le Titulaire se soumet à toutes les obligations découlant des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret professionnel.

Le Titulaire qui, à l'occasion de la livraison ou de l'exécution de la prestation, a reçu communication à titre confidentiel de renseignements, documents techniques, méthodes, procédés ou objets quelconques appartenant à l'Organisme ou aux occupants du site, est tenu de maintenir cette communication

confidentielle. A cet effet le Titulaire se voit remettre au moment de la notification du marché, le document intitulé : « livret de sécurité du prestataire. »

En cas de non-respect de cette obligation, le Titulaire s'expose aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels l'Acheteur ou la personne affectée peut prétendre.

En outre, le non-respect de cette clause peut conduire à la résiliation immédiate, de plein droit et sans indemnité du présent marché.

Le Titulaire s'assure que les sous-traitants placés sous sa responsabilité respectent cette clause.

14. Protection des données personnelles

Les Parties au présent marché s'engagent à respecter, en ce qui les concerne, les dispositions du Règlement (UE) 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) et celles de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'exécution de la présente mission place le Titulaire dans **une situation de sous-traitance** vis-à-vis de la CPAM de Lille Douai **au sens de la réglementation relative à la protection des données personnelles** (RGPD).

En effet, est qualifiée de sous-traitant « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données pour le compte du responsable du traitement » (art. 4 RGPD).

La CPAM de Lille Douai est ainsi qualifiée **de responsable des traitements de données** nécessaires à la mise en œuvre de la mission de sensibilisation, d'information collective de santé bucco-dentaire auprès des enfants scolarisés en classe de grandes sections de maternelle, ainsi que l'action de dépistage individuel en milieu scolaire, complétant les séances de sensibilisation collective.

Chacune des parties, s'engage à communiquer les coordonnées de contact de son délégué ou référent à la protection des données (DPO) si le sous-traitant est tenu d'en désigner un selon les termes de l'article 37 du RGPD et à tenir à jour la documentation nécessaire à la preuve de la conformité du traitement (registre des traitements, documentation nécessaire à la preuve de la conformité).

Pour la CPAM de Lille Douai, le délégué à la protection des données peut être contacté au moyen de l'adresse mail suivante : dpo.cpam-lille-douai@assurance-maladie.fr

14.1 Description des traitements effectués par le sous-traitant

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte et au nom du responsable du traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les services/prestations suivant(e)s :

- La réalisation de séances de sensibilisation à l'hygiène et à la santé bucco-dentaire en milieu scolaire,
- L'organisation et la réalisation du dépistage bucco-dentaire en milieu scolaire.

A cet effet, le sous-traitant est autorisé de traiter des données suivantes :

- La liste des écoles à contacter, validées par le service prévention de la CPAM de Lille Douai (ciblage des réseaux d'éducation prioritaires renforcés).
- La liste nominative des enfants, mineurs, identifiés par école et par classe.
- La collecte par le sous-traitant, des autorisations parentales pour le dépistage individuel de leur enfant et le suivi personnalisé éventuel (à partir du formulaire fourni par la CPAM de Lille Douai permettant, de signaler leur position par rapport à la réalisation de ce dépistage).
- La transmission par le sous-traitant, **sous pli confidentiel**, des fiches de recueil de tous les enfants dépistés au service médical de la CPAM de Lille Douai **accompagnées** de toutes les autorisations parentales et de la fiche d'information par classe.

Les personnes concernées par le traitement de leurs données sont :

- Les assurés mineurs scolarisés en grande section de maternelle dans une zone « défavorisée » de la circonscription de la CPAM de Lille Douai, en particulier sur des communes où le recours aux soins dentaires est faible.

14.2 Engagement des Parties

De façon générale, le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la seule finalité prévue par le présent accord ;
- Ne traiter les informations que conformément aux instructions de la CPAM de Lille Douai détaillées à l'article 1 du présent accord et dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne (si l'acheteur l'y a préalablement autorisé) ;
- Ne pas vendre, céder, louer, copier ou transférer les données à caractère personnel sous quelque raison que ce soit sans obtenir l'accord explicite préalable de l'autre partie ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché, soit à ne pas divulguer les données à caractère personnel à d'autres personnes sans l'accord préalable de l'autre partie, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu de la présente convention :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Mettre à la disposition de la CPAM de Lille Douai toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations et qu'elle s'acquitte de l'ensemble de ses obligations issue du RGPD (articles 32 à 36 : obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc...) ;
- Mettre à disposition de la CPAM de Lille Douai toutes les informations pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits.

La CPAM de Lille Douai s'engage à :

- Fournir toute la documentation nécessaire à l'exercice de la mission déléguée au sous-traitant ;
- Informer le sous-traitant de toute information pouvant impacter sa mission ;
- Faire évoluer la relation partenariale en fonction des besoins et des bonnes pratiques identifiées.

14.3 Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité de nature à :

- éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données à caractère personnel ;
- répondre aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ; Article 32 RGPD) et garantir la protection des droits des personnes

Il s'engage également à mettre à la disposition de la CPAM Lille Douai toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ces mesures.

14.4 Analyse de la conformité et documentation

Dans le cadre de la présente convention, il revient au responsable du traitement (CPAM Lille Douai) de mettre en œuvre les mesures nécessaires propres à garantir la conformité du traitement.

A cet effet, il est rappelé que le sous-traitant a pour obligation d'aider le responsable du traitement au respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du RGPD.

Les parties doivent respectivement tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de la CPAM Lille Douai (Art. 30.2 RGPD).

14.5 Incident de sécurité et suspicion de violation de données à caractère personnel

En cas de suspicion ou de violation de donnée avérée, accidentelle ou non, et de tout manquement à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, le sous-traitant s'engage à informer le DPO de la CPAM Lille Douai, dans un délai maximum de 48 heures, via l'adresse mail suivante : dpo.cpam-lille-douai@assurance-maladie.fr.

Il reviendra à l'Acheteur d'engager les actions nécessaires en fonction des risques engagés pour la vie privée des assurés.

Le sous-traitant accompagne sa notification de toute documentation utile permettant à la CPAM de Lille Douai, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente : la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL).

14.6 Exercice des droits des personnes

Les personnes concernées par les opérations de traitement reçoivent les informations requises, au moment de la collecte de données lorsque des données à caractère personnel sont collectées auprès de la personne concernée, ou dans les délais requis lorsque les données à caractère personnel n'ont pas été collectées auprès de la personne concernée, conformément aux articles 12 à 14 du RGPD.

Les droits d'accès, de rectification ou d'opposition, s'exercent dans les conditions courantes à savoir auprès du DPO de l'organisme de rattachement de la personne concernée.

14.7 Sort des données

Pendant la durée d'exécution du marché, le sous-traitant peut conserver des données relatives à ses actions de sensibilisation, en lien avec son système d'information et ses propres besoins de conservation.

Au terme du contrat, le sous-traitant s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel et à certifier auprès de la CPAM Lille Douai la destruction de celle-ci.

14.8 Le recours à la sous-traitance du Titulaire

Dans l'hypothèse où le Titulaire lui-même a recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que la CPAM Lille Douai lui aurait confiées, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, la CPAM Lille Douai rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de ses obligations.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein du marché qui lie le Titulaire à la CPAM Lille Douai et notamment celles relatives :

- Au sort des données que traite le Titulaire pour le compte de la CPAM de Lille Douai (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;
- Aux règles relatives à la confidentialité ;
- Aux conditions de sécurité précisées au sein d'un plan d'assurance sécurité (PAS).

Ainsi, sur demande de la CPAM Lille Douai, le Titulaire doit être en mesure de fournir l'avancée des mesures mises en place afin de se conformer à cette réglementation.

15. Protection de l'environnement et empreinte sociétale

L'Acheteur porte une attention particulière à la contribution de ses partenaires pour le développement durable. A ce titre, le Titulaire présente ses engagements en termes de responsabilités environnementale, économique et sociale, ainsi que les actions mises en œuvre dans ce sens.

Le Titulaire s'engage :

- à appliquer une politique d'entreprise évolutive en faveur des objectifs tels que l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi,
- à respecter dans leur entreprise à l'égard de leurs salariés, le code du travail, la convention nationale applicable à la profession.
- à fournir un descriptif de la mise en place de recyclage des déchets dans leur société,
- à fournir un bilan carbone de leur société,
- dans le cadre de l'action national « zéro phtalate », à fournir une brosse à dents sans perturbateurs endocriniens. Une fiche technique devra être fourni lors de sa remise d'offre.

16. Responsabilité et assurance

16.1 Réparation des dommages

Il est fait application de l'article 8 du CCAG-FCS.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de l'Acheteur par le Titulaire, du fait de l'exécution du accord-cadre, sont à la charge du Titulaire. Le Titulaire garantit la CPAM de Lille - Douai contre les dommages ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité.

En cas de sinistre du fait du Titulaire, entraînant la destruction totale ou partielle de l'équipement de la CPAM dans le cadre du présent accord-cadre, le Titulaire devra remettre en état l'équipement sinistré, ou le remplacer en en supportant intégralement la charge.

La responsabilité du Titulaire est notamment engagée lors :

- de la destruction de fichiers et d'informations de la CPAM de Lille Douai ;
- de dommages aux biens ou aux personnes lors de ses interventions ;
- du préjudice lié au non-respect des délais.

En cas de préjudice subi en exécution du présent accord-cadre, l'Acheteur est en droit d'obtenir réparation. La CPAM de Lille- Douai n'aura pas à apporter la preuve du préjudice. Le montant des dommages et intérêts sera fixé par un expert désigné par l'Acheteur et accepté par le Titulaire ou soumis à l'appréciation souveraine des tribunaux.

16.2 Assurance

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-FCS.

Le Titulaire déclare être assuré auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable afin de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage à communiquer une attestation de la police d'assurance à l'Acheteur lors de la signature du présent accord-cadre. A tout moment durant l'exécution du accord-cadre, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la CPAM et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le Titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que la CPAM de Lille - Douai puisse faire valoir ses droits. En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du Titulaire.

17. OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DU TITULAIRE

Le Titulaire reconnaît comme essentiel de garantir la qualité et la conformité des prestations qu'il assure dans le cadre du présent accord-cadre.

La qualité et la conformité résultent notamment :

- du respect des stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales, du présent CCAP, et des prestations à exécuter,
- du respect des délais indiqués,
- de l'application des normes en vigueur applicables au Titulaire.

Le Titulaire s'engage de façon générale à assurer la qualité des prestations au niveau le plus élevé en adéquation avec les usages professionnels et les règles de l'art.

- Engagements

Le Titulaire accepte sans aucune réserve que la CPAM de Lille - Douai puisse réaliser ou faire réaliser des contrôles sur la qualité des prestations qu'il fournit.

Les différents contrôles et mesures, matérialisés notamment par des constats ou des rapports effectués par la CPAM de Lille Douai ou par un tiers à leur demande sont opposables au Titulaire.

Si le Titulaire entrave l'exercice du droit de contrôle de la CPAM de Lille - Douai en cours d'exécution de l'accord-cadre, il encourt une résiliation de l'accord-cadre pour faute.

- Devoir d'information

Le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'Acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et, plus généralement, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

Il en est de même :

- de toute modification, suppression ou résiliation de ses polices d'assurance couvrant les responsabilités évoquées à l'article 16 du présent CCAP ;
- de toute disposition législative ou réglementaire ou décision de justice prononçant son exclusion des marchés publics.

Conformément au présent CCAP, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du Titulaire, si celui-ci ne respecte pas son obligation d'information à l'égard de la CPAM de Lille - Douai.

- Devoir de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil, et notamment de recommandation envers la CPAM de Lille - Douai. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir à la CPAM l'ensemble des conseils, des mises en garde et recommandations nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre. Le Titulaire informe l'Acheteur de toute difficulté rencontrée dans la réalisation du présent accord-cadre.

Toutes les informations (conseils, mises en garde, recommandations...) communiquées oralement à la CPAM de Lille - Douai donnent obligatoirement lieu à la remise d'un document écrit de confirmation au plus tard sous 8 jours, et adressé à l'ensemble des interlocuteurs qui lui auront été désignés.

D'une manière générale, le Titulaire s'engage à déployer tous les efforts utiles pour obtenir les meilleurs résultats possibles et attendus au titre du présent accord-cadre.

18. Personnel du Titulaire

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent à tous les égards les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements ...). Le personnel du Titulaire demeure sous sa responsabilité juridique, son autorité hiérarchique et son contrôle.

A ce titre, pendant toute la durée de l'accord-cadre, le Titulaire fait son affaire personnelle :

- des problèmes d'horaires et d'effectifs pour l'observation de la législation du travail relatifs notamment à la durée du travail, aux repos hebdomadaires et complémentaires et aux congés annuels ou autres ;
- des accidents de trajet ou du travail qui pourraient survenir du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre ainsi que du règlement de toutes cotisations sociales exigibles afférentes à son personnel.

Cette règle s'applique également aux éventuels sous-traitants.

19. Différends et litiges

La CPAM de Lille Douai et le Titulaire de l'accord-cadre s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Tout différend entre le Titulaire et l'Acheteur doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Cette lettre doit être communiquée à la CPAM de Lille Douai dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

L'Acheteur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Si le litige persiste, l'Acheteur ou le Titulaire de l'accord-cadre peut soumettre tout différend qui les oppose au Comité consultatif amiable des litiges, dans les conditions mentionnées à l'article L2197-3 du Code de la commande publique.

En cas de litige persistant, il sera fait application du droit français relevant de la juridiction compétente du Tribunal judiciaire de Lille.

20. Dérogation au CCAG

Liste des dérogations au CCAG :

CCAP	CCAG	Dérogation
3.1	3.7.2	Délai de notification à 5 jours
3.3	41	Pas de résiliation de l'accord cadre en cas d'arrêt de l'exécution du bon de commande
6	24	Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles
7	42	Pas d'indemnité en cas de résiliation pour motif d'intérêt général
9	14	Pénalités